

Arrêté N°16-0729

**Abrogeant l'arrêté n° 15-1377 et accordant délégation de signature à Monsieur Vincent TAISSEIRE
Directeur de Cabinet et de la Communication**

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 3221-11 et L 3321-1-3 ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la délibération du Conseil départemental n°CD_15_1001 en date du 2 avril 2015 constatant l'élection de Madame Sophie PANTEL en qualité de Présidente du Conseil Départemental ;

VU la délibération du Conseil départemental n° CD_15_1004 en date du 2 avril 2015 donnant délégation à la Présidente du Conseil Départemental ;

Considérant la nomination de Monsieur Vincent TAISSEIRE en qualité de Directeur de Cabinet et de la Communication à compter du 18 mai 2015.

Considérant le départ de la cheffe de service des moyens généraux, achat, logistique et son intérim ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Vincent TAISSEIRE, directeur de cabinet et de la communication dans le cadre des attributions dévolues à la direction de la communication et au service des moyens généraux, achat, logistique, pour signer, au nom de la Présidente du Conseil Départemental :

- Les états des frais de déplacement des agents de la direction de la communication
- Les ordres de mission des agents de la direction de la communication
- Les demandes de formation des agents de la direction de la communication

Au titre des attributions de la direction :

- Les correspondances et documents administratifs de gestion courante relevant des compétences de la direction de la communication, à l'exception des rapports et délibérations de la commission permanente et du Conseil départemental et des arrêtés,
- Les actes relatifs à la constatation des faits et les dépôts de plainte,
- Le dépôt des actes au contrôle de légalité, la certification du caractère exécutoire des actes, les ampliements et copies conformes,
- Les attestations d'affichage ,
- Les bordereaux de versements aux archives,
- Les notes destinées aux élus, sous couvert du directeur général des services ;
- Les certificats administratifs de paiement,
- Les propositions de mandatement,
- Les notifications de paiement,
- Toutes les pièces nécessaires aux dossiers de demandes de subventions et demande de paiement de subvention pour le Département,
- Les actes et documents relatifs au contrôle des subventions.

Au titre de la commande publique de la direction de la communication:

Dans la limite d'un engagement de dépenses d'un montant inférieur à 20 000 € HT, tous les actes relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché, de la convention ou du contrat et des avenants éventuels,
Au delà du seuil de 20 000 € HT :

- la signature des décisions relatives à l'exécution des marchés : ordres de service, bordereaux supplémentaires des prix, constats, décomptes mensuels, états d'acompte, projets de décomptes généraux, procès-verbaux des opérations préalables à la réception, propositions du maître d'œuvre et décisions du maître d'ouvrage, décisions d'admettre ou de rejeter les prestations, courriers de mises en demeure des titulaires, décision de résiliation, décision de prolongation des délais d'exécution,
- les actes à caractère technique et comptable nécessaires à la liquidation des dépenses et à l'émission des titres de recettes (à l'exception des mandats et titres de recettes), les certifications de factures et attestations de service fait.

ARTICLE 2 : Monsieur Vincent TAISSAIRE, directeur de la communication et du cabinet est désigné représentant de la Présidente du Conseil Départemental, pour effectuer toutes les démarches nécessaires à l'effet d'obtenir en France le dépôt de marques et autorisé, à ce titre, à signer et approuver toutes les pièces, verser toutes taxes et faire généralement tout ce qui sera utile pour l'exécution du présent mandat.

ARTICLE 3 : Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, ainsi que les dispositions de l'arrêté n°15-1377.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département et dont ampliation sera adressée : à la paierie départementale, à l'intéressé (e), et à la Préfecture de la Lozère.

Mende, le 24 mars 2016
La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

